

Tendances conjoncturelles

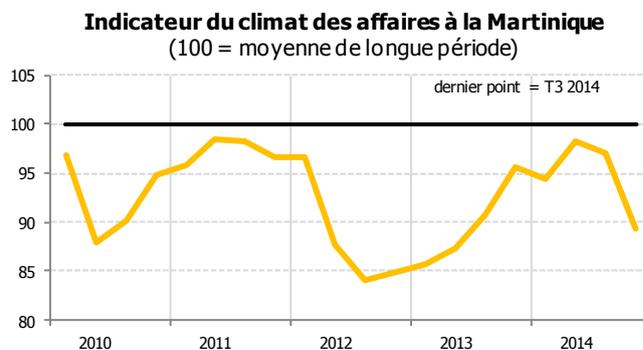
4^e trimestre 2014

LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE À LA MARTINIQUE

Dégradation de l'indicateur du climat des affaires

Au quatrième trimestre 2014, l'indicateur du climat des affaires (ICA) affiche un retrait sensible (-7,6 points). Il s'établit désormais à 89,4 points, soit 10,6 points en dessous de sa moyenne de longue période, alors qu'il s'en était rapproché au cours des précédents trimestres. Cette détérioration de l'ICA s'explique essentiellement par les anticipations défavorables des chefs d'entreprise pour le trimestre à venir, sur la totalité des soldes d'opinion, à l'exception des prévisions d'investissement.

En effet, les prévisions d'investissement à un an affichent une légère hausse et le solde d'opinion est positif pour la première fois depuis trois ans. En revanche, l'activité enregistre une nouvelle dégradation sur la période, en particulier dans le secteur du commerce et de l'industrie (hors agro-alimentaire). La stagnation des prix ne semble pas stimuler de manière significative la consommation des ménages. Par ailleurs, le marché du travail, bien que mieux orienté, présente encore une situation dégradée. Enfin, les échanges extérieurs se contractent sensiblement sous l'effet du repli des imports- exports de produits pétroliers.



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Pour le premier trimestre 2015, les professionnels sont pessimistes, prévoyant un repli sensible de l'activité et de l'ensemble des autres indicateurs.

UNE CROISSANCE ET DES PERSPECTIVES PLUS MODÉRÉES SELON LA BANQUE MONDIALE

Selon la Banque mondiale, en 2014, la croissance en **Amérique latine et dans la Caraïbe (ALC)** a ralenti significativement, passant de 2,5 % en 2013 à 0,8 %, soit son plus faible niveau depuis 2009. Toutefois, la Caraïbe poursuit sa croissance (+4,6 % en 2014), ce qui devrait permettre de maintenir la croissance dans la zone ALC autour de 4,1 % entre 2015 et 2017, en lien avec une forte demande externe et des recettes touristiques en progression.

À la **Barbade**, les réserves internationales ont atteint 256 millions de dollars à la fin de l'année 2014, représentant 14,5 semaines d'importation. Ce niveau est en retrait de 9 % par rapport à l'année précédente. Pour autant, les arrivées de touristes de séjour sont en progression (+1,2 % sur un an). La Banque centrale de la Barbade estime que l'activité économique a progressé globalement de 0,3 % en 2014, en lien avec les investissements dans le secteur du tourisme, l'activité du BTP, des mines et carrières, de l'énergie solaire et la production de viande de volaille.

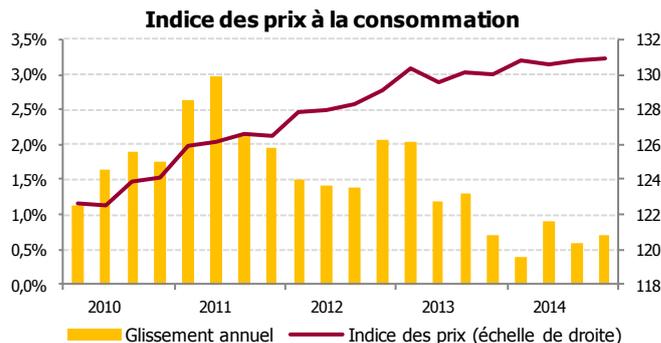
En **République Dominicaine**, la Banque centrale estime la croissance autour de 7 % en 2014 malgré trois mois consécutifs de déflation. À fin décembre, l'inflation atteint 1,6 % sur un an, soit un niveau inférieur aux hypothèses de prévisions de croissance (+4,5 % ; +/- 1 %). Néanmoins, la Banque centrale maintient sa politique monétaire et son taux d'intérêt à 6,5 %. Le déficit financier devrait atteindre 2,4 % du PIB en 2015. Un rapport récent de Moody's attribue la croissance au secteur minier (21 %), au secteur du BTP (11 %), aux performances du secteur du tourisme et à une production d'or en progression.

Sources : Banque mondiale, Banque centrale de la Barbade, Banque centrale de la République Dominicaine

Stagnation des prix

L'indice des prix à la consommation (IPC) est stable au quatrième trimestre (+0,1 %). Cette évolution tient essentiellement à la baisse significative des prix de l'énergie (-2,5 %), qui compense le renchérissement des services (+1,2 %).

Sur un an, l'inflation demeure faible à la Martinique (+0,7 %), bien que supérieure au niveau national (+0,1 %). Les prix de l'alimentation progressent (+1,4 %), comme ceux des services (+1,1 %). En revanche, les prix de l'énergie et des produits manufacturés sont stables (respectivement -0,1 % et -0,1 %).

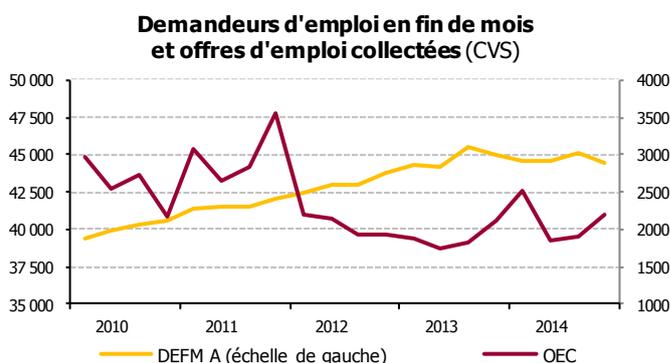


Meilleure orientation du marché du travail, mais situation toujours dégradée

Au quatrième trimestre, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A) est en repli (-1,4 %, CVS), se maintenant toutefois à un niveau significatif (44 462 à fin décembre, CVS).

Parallèlement, les offres d'emploi enregistrées par Pôle emploi sont orientées à la hausse (+15,1 %, CVS). En revanche, le nombre de bénéficiaires des allocations de Pôle emploi est en progression (+7,3 %, CVS).

Sur un an, les offres d'emploi sont orientées à la hausse (+3,6 %, CVS), alors que le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A s'infléchit (-1,3 %, CVS). Néanmoins, le nombre d'allocataires de Pôle emploi augmente (+2,8 %, CVS).



Évolution contrastée de la consommation des ménages

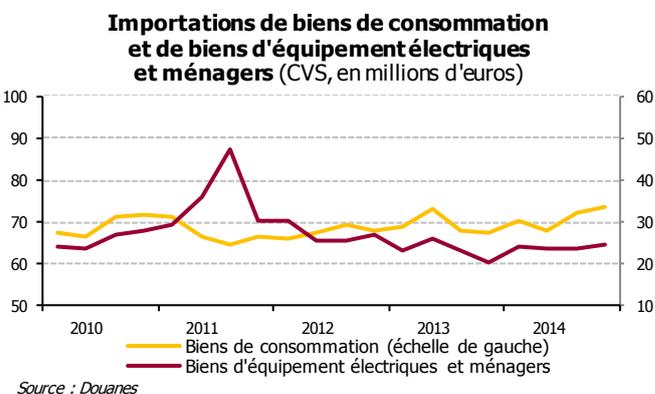
Au quatrième trimestre, les indicateurs de la consommation des ménages évoluent de manière contrastée.

Les importations de biens de consommation et de biens d'équipement électriques et ménagers enregistrent une progression respective de 1,9 % et de 4,2 % (CVS). En revanche, les immatriculations de véhicules de tourisme et le chiffre d'affaires des hypermarchés sont en recul respectif de 5,6 % et de 1,1 % (CVS). Les professionnels du commerce font d'ailleurs part d'une dégradation sensible du courant d'affaires dans le secteur.

Sur un an, les importations de biens de consommation et de biens d'équipement électriques et ménagers, ainsi que les immatriculations de véhicules de tourisme sont en progression respective de 8,9 %, 21,9 % et 2,4 % (CVS).

Par ailleurs, le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire est orienté à la baisse tant sur le trimestre qu'en glissement annuel (respectivement -3,0 % et -6,4 %).

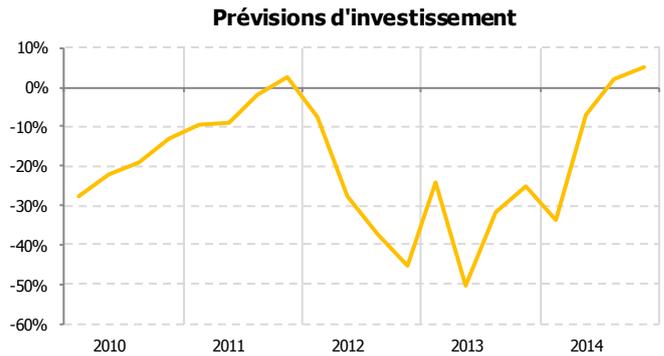
Enfin, s'agissant de l'investissement des ménages, les attestations de conformité délivrées par le Consuel pour les logements neufs des particuliers sont en recul sur le trimestre (-20,2 %, CVS), mais en amélioration sur un an (+11,1 %, CVS).



Légère progression des prévisions d'investissement à un an des entreprises

Pour la première fois depuis trois ans, les prévisions d'investissement à un an affichent une légère hausse. Elles semblent toutefois davantage orientées vers le renouvellement et la mise aux normes de l'outil de production que vers le développement de l'activité.

Les importations de biens d'équipement sont en croissance sensible sur le trimestre (+17,1 %, CVS) et sur un an (+14,7 %, CVS). Les immatriculations de véhicules utilitaires progressent également sur le trimestre (+4,5 %, CVS) et sur un an (+1,9 %, CVS). Il en est de même pour les attestations de conformité délivrées par le Consuel pour les locaux commerciaux, en hausse sur le trimestre et sur un an (+20,5 % et +76,0 %).



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

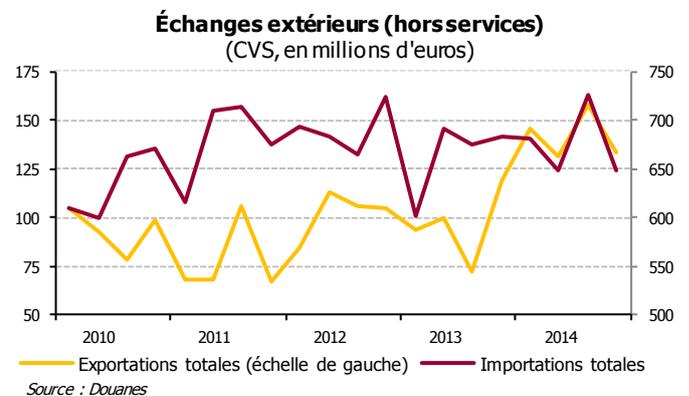
En revanche, les indicateurs de vulnérabilité des entreprises évoluent de manière contrastée sur le trimestre : les impayés sur effets progressent en nombre (+8,8 %) et en montant (+14,1 %), alors que le nombre de personnes morales en interdiction bancaire est en repli (-2,0 %). Sur un an, ces indicateurs sont favorablement orientés.

Repli des échanges extérieurs, sous l'effet du recul des produits pétroliers

Hors produits pétroliers, les importations sont en croissance sur le trimestre et sur un an (respectivement +6,6 % et +8,3 %, CVS), sous l'effet de la hausse des importations de biens d'équipement mécaniques, électriques et électroniques (+8,9 % et +20,6 %, CVS), ainsi que des importations de matériels de transport (+21,5 % et +9,7 %, CVS).

Pour leur part, les exportations hors produits pétroliers progressent sur le trimestre et sur un an (+5,2 % et +23,4 %, CVS), en liaison avec l'évolution des produits agricoles (+14,9 % et +57,1 %, CVS) et des produits agroalimentaires (+9,0 % et +10,3 %, CVS).

Au cours du trimestre, les échanges extérieurs de produits pétroliers enregistrent un repli significatif tant à l'importation (-37,1 %, CVS) qu'à l'exportation (-16,8 %, CVS). Sur un an, les importations de produits pétroliers se contractent (-32,4 %, CVS), alors que les exportations progressent (+8,6 %, CVS). Ces évolutions s'expliquent partiellement par la baisse du prix du pétrole.



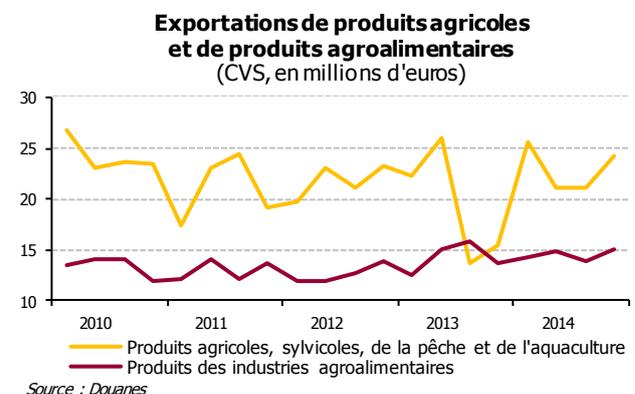
Source : Douanes

Globalement, les importations et les exportations sont en repli sur le trimestre (respectivement -10,6 % et -15,2 %, CVS). Sur un an, les importations globales diminuent (-5,2 %, CVS), alors que les exportations sont en hausse (+12,8 %, CVS).

UNE ACTIVITÉ DÉGRADÉE DANS LA PLUPART DES SECTEURS

Les résultats de l'enquête de conjoncture révèlent une nouvelle dégradation de l'activité au quatrième trimestre 2014. Si les chefs d'entreprise font état d'une stabilisation des prix de vente et d'un redressement des effectifs par rapport au précédent trimestre, l'ensemble des soldes de gestion (charges, trésorerie et délais de paiement) se dégradent sensiblement.

Les professionnels du secteur primaire et agro-alimentaire poursuivent leur effort d'investissement, dans un contexte de stabilisation de leur activité. Dans le **secteur primaire**, les exportations de produits agricoles progressent en valeur (+14,7 %, CVS). En revanche, les abattages de viande (hors volailles) demeurent en repli (-2,3 %, CVS). Dans le **secteur agro-alimentaire**, les exportations progressent en valeur (+9,0 %, CVS).



Source : Douanes

Les chefs d'entreprise du secteur de l'**industrie** font état d'une forte dégradation de l'activité. Les produits pétroliers mis à la consommation locale sont en légère hausse (+1,4 %, CVS), mais les ventes de fioul, qui concernent principalement les industries martiniquaises, sont en recul. Par ailleurs, les prévisions d'investissement du secteur sont en berne, en lien avec l'absence de perspectives quant à la programmation de nouveaux chantiers à la Martinique.

Pour les entreprises du **BTP**, la situation est jugée défavorable, en lien également avec l'absence de projets d'envergure en mesure de relayer les deux importants chantiers en cours (plateau technique de l'hôpital Zobda-Quitman et TCSP). Les ventes de ciment, qui étaient en progression depuis le début de l'année 2014, sont de nouveau orientées à la baisse (-18,6 %, CVS). De même, les importations de métaux destinés à la construction enregistrent un repli sensible (-23,8 %, CVS), ainsi que les attestations de conformité électrique des logements neufs (-20,2 %, CVS).

Dans le secteur du **commerce**, l'activité est également dégradée sous l'effet d'une consommation des ménages en demi-teinte : contraction du chiffre d'affaires des hypermarchés de 1,1 % (CVS), et de 5,6 % (CVS) des ventes de véhicules de tourisme. Par ailleurs, les chefs d'entreprise du secteur font part d'une sensible détérioration des soldes de gestion (trésorerie, délais de paiement et charges d'exploitation) et d'une augmentation des stocks de produits finis.

L'activité du secteur du **tourisme** s'améliore. Le trafic de passagers à l'aéroport est en progression (+2,3 %, CVS), ainsi que le nombre de croisiéristes.

Enfin, les dirigeants du secteur des **services aux entreprises** font part d'une stabilisation de leur activité, des carnets de commandes et des effectifs. En revanche, la baisse des prix ne permet pas d'enrayer la détérioration des soldes de gestion, et les prévisions d'investissement sont de nouveau en repli.

Ventes de ciment
(CVS, en milliers de tonnes)



Source : Ciments Antillais

Chiffre d'affaires des hypermarchés
(CVS, en millions d'euros)



Source : DIECCTE

ÉCONOMIE MONDIALE : UNE REPRISE CONTRARIÉE

En dépit des conditions plus favorables constituées par la baisse des cours du pétrole, la croissance mondiale est affectée par des facteurs contraires, dont la faiblesse de l'investissement et le fait que de nombreux pays émergents et avancés s'ajustent à des perspectives dégradées à moyen terme. Le FMI prévoit, dans ses projections sur l'économie mondiale actualisées en janvier 2015, une croissance moyenne de 3,3 % en 2014 et de 3,5 % en 2015, après 3,3 % en 2013. L'accélération de la croissance mondiale, de 3,25 % au deuxième trimestre à 3,75 % au troisième trimestre 2014, est conforme à ce qui était attendu, mais on relève une disparité entre la croissance de l'économie américaine, plus vigoureuse que prévue, et celle de tous les autres grands pays. La volatilité sur les marchés financiers mondiaux, la source de vulnérabilité que représente l'évolution des cours du pétrole pour le secteur extérieur des pays exportateurs, de même que la stagnation persistante dans la zone euro représentent autant d'aléas négatifs.

Aux Etats-Unis, la croissance économique a rebondi plus fortement que prévu à partir du deuxième trimestre 2014. Le chômage a continué de baisser et les tensions inflationnistes sont demeurées modérées, en lien avec la baisse des cours du pétrole et celle du dollar. La demande intérieure est soutenue par la modération de l'ajustement des finances publiques et une politique monétaire toujours accommodante. L'appréciation récente du dollar est toutefois de nature à freiner la demande externe. Le FMI prévoit une croissance du PIB des États-Unis de 2,4 % en 2014, après 2,2 % en 2013.

Dans la zone euro, la croissance a été plus faible que prévu au troisième trimestre 2014. Selon Eurostat (estimation rapide du 13 février 2015), le PIB de la zone euro est en hausse de 0,3 % au quatrième trimestre, après 0,2 % au troisième trimestre, ce qui porterait la croissance 2014 à 0,9 %. Selon le FMI, l'activité serait soutenue par la baisse des prix du pétrole, l'assouplissement de la politique monétaire, une neutralité plus grande de la politique budgétaire et la dépréciation récente de l'euro. En revanche, le ralentissement dans les pays émergents jouerait négativement. Le FMI table au total sur 0,8 % pour 2014 et 1,2 % en 2015 (après -0,5 % en 2013).

Selon les premiers résultats publiés par l'INSEE le 13 février 2015, la croissance du PIB de la France s'établit à 0,1 % au quatrième trimestre 2014 après 0,3 % au trimestre précédent (chiffre inchangé). En moyenne annuelle, la croissance est de 0,4 % pour 2014 comme en 2013. Le FMI table sur une croissance de 0,9 % en 2015.

Le FMI prévoit une croissance plus ou moins stable dans les pays émergents, à 4,3 % en 2015 et 4,7 % en 2016. La révision à la baisse des perspectives est liée au ralentissement de la croissance en Chine, à la détérioration sensible des perspectives en Russie, ainsi qu'à une appréciation moins optimiste sur la croissance potentielle des économies exportatrices de produits de base.

Sources : FMI, BCE, Eurostat, Insee

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : N. de SEZE – Responsable de la rédaction : V.-R. NUGENT

Editeur et imprimeur : IEDOM

Achévé d'imprimer : 09 mars 2015 – Dépôt légal : mars 2015 – ISSN 1952-9619